

du Likoud, comme une question de santé publique, après des suicides de sortants.

L'abandon d'une identité ultra-orthodoxe, vécue comme un fardeau restreignant les choix de vie, aboutit souvent à une pratique religieuse relevant du « buffet », et donc à la sélection des rites ou des pratiques qui seront respectés et à l'évincement d'autres. Cette dissidence introduit « l'entre-lieu », ce moment où l'identité rejetée n'a pas encore donné lieu à la formulation d'une nouvelle et à l'intégration dans de nouveaux groupes et cadres, et interroge à long terme le bagage éthique et rituel à transmettre aux générations futures. L'expérience la plus extrême de ce remodelage est sans doute celle des sortants ultra-orthodoxes, mais c'est plus largement toute la société israélienne qui est en mouvement, selon des dynamiques contradictoires : « retour vers la question » et vers l'orthodoxie – trajectoire souvent suivie par les nouveaux émigrés –, intégration dans la société laïque symbolisée par le déplacement de Jérusalem vers Tel-Aviv, ou encore transition vers un nationalisme juif exacerbé.

La diversité des trajectoires ne doit pas être occultée par les vociférations de l'extrémisme et du fondamentalisme d'une partie de la société israélienne. L'appartenance à cette société se bâtit sur une multitude de critères : ancienneté de la migration en terre d'Israël, défis de l'insertion professionnelle et de l'apprentissage d'une langue partagée, construction d'une identité confessionnelle et politique dans une société fortement polari-

sée, notamment autour des résistances internes à la colonisation des Territoires palestiniens occupés. La complexité des parcours individuels peut-elle faire espérer une progressive réconciliation entre laïcs et religieux en Israël, alors que le *statu quo* de 1948 perdure dans les institutions de l'État et que les autorités religieuses ont tout pouvoir sur des questions de souveraineté comme l'état civil ?

Aprilia Viale

Étudiante à IRIS Sup'

Problématiques mondiales

Anthropologie du médicament au Sud.

La pharmaceuticalisation à ses marges / Alice Desclaux et Marc Egrot (dir.)

Paris, L'Harmattan, 2015, 282 p.

Le médicament est un objet fascinant, dont la circulation s'est accélérée depuis plusieurs décennies et dont les usages se sont diversifiés au Nord comme au Sud, même dans les pays les plus pauvres. Les médicaments symbolisent des inégalités globales d'accès et de distribution. Ils sont également des biens courants que l'on achète – dans les pharmacies officielles mais aussi au marché noir –, que l'on échange, que l'on offre, et qui sont investis de représentations et d'espoirs liés à leur efficacité thérapeutique. La notion de « médicalisation » avait montré avec succès combien un nombre croissant d'aspects de la vie étaient pensés comme relevant de la médecine. La « phar-

maceuticalisation» désigne, quant à elle, le phénomène d'augmentation de la circulation, de la diffusion, de la consommation de médicaments. Peu analysée en Afrique, elle implique des études empiriques qui doivent être réalisées aux marges pour pouvoir appréhender ses enjeux « hors des cadres juridiques ou politiques définissant la norme ou à leurs limites » (p. 34). Les auteurs réunis dans cet ouvrage abordent ainsi les médicaments à la marge du paiement, de l'approvisionnement formel, du thérapeutique et du médical. C'est l'enjeu et la réussite de ce livre que de rendre compte de cette diversité, à partir d'enquêtes de terrain approfondies, menées parfois depuis plus de dix ans.

Dans la première partie, « À la marge du paiement », les auteurs abordent les politiques de gratuité des médicaments, bannies des instances sanitaires internationales depuis l'Initiative de Bamako en 1987, mais remises au jour par certaines politiques récentes face au sida. Ces politiques de gratuité ont rencontré des obstacles dans leur mise en œuvre, en grande partie parce qu'elles sont coûteuses et doivent être financées. Une autre modalité concerne le don de médicament, les deux ne relevant pas des mêmes logiques, acteurs et usages. Comme le rappelle Marc Egrot, ce dernier est souvent suspicieux et se situe généralement « en marge des logiques de soin ».

La deuxième partie, « À la marge des dispositifs d'approvisionnement formels », aborde la question complexe de la circulation de médica-

ments informels et les amalgames qui en font systématiquement des traitements contrefaits ou frelatés. Carine Baxerres y déconstruit l'idée d'une invasion des marchés ouest-africains par les produits contrefaits et démontre que les cas avérés de faux médicaments sont plutôt rares, bien que le succès du circuit informel du médicament soit la conséquence directe d'un échec du circuit formel à offrir des soins et des produits accessibles et de qualité.

Enfin, les médicaments se situent « aux marges du thérapeutique » (troisième partie) et impliquent des effets secondaires et indésirables « aux marges du médical » (quatrième partie). Plusieurs études, en Afrique et en Asie, montrent que les médicaments débordent le cadre du préventif et du curatif pour relever parfois d'une recherche de bien-être, de plaisir voire de performance : le marché des stimulants sexuels au Burkina Faso, les « secrets de femmes » et les produits recherchés par les hommes (Blandine Bila), les usages de contraceptifs et d'avortifs aux Pays-Bas, aux Philippines et en Afrique du Sud (Anita Hardon), le succès de la pilule chinoise au Cambodge (Pascale Hancard-Petitot) et des plantes médicinales comme l'aloë vera (Alice Desclaux).

Finalement, le médicament est un prisme d'observation de l'ensemble du système de santé – dont l'effondrement explique l'ampleur des circuits informels en Afrique – et des politiques de santé globale, dont les interventions se concentrent sur l'accès aux médicaments. Le cas du

sida illustre cette emprise du médicament, investi de toujours plus de pouvoir et capable, grâce à une stratégie de diffusion accélérée, de faire disparaître le virus. Si les antirétroviraux ont sauvé la vie de millions d'Africains, la poursuite de l'éradication du VIH au seul moyen du médicament, sans interventions structurelles s'attaquant aux inégalités économiques et sociales, est périlleuse.

Fanny Chabrol

Chercheuse associée à l'IRIS

**L'économie sociale et
solidaire. Levier
de changement? /**

Frédéric Thomas (coord.)

Louvain-la-Neuve, CETRI /
Solidarité socialiste / Syllepse,
Alternatives Sud, 2015, 192 p.

Objet d'étude hétérogène et controversé, l'économie sociale et solidaire (ESS) apparaît comme une réalité particulièrement revigorée depuis la crise financière mondiale de 2008. Cet ouvrage collectif, publié chez Syllepse, a pour ambition non pas d'en proposer une présentation homogène et définitive, mais plutôt d'analyser sa diversité, à travers les expériences des acteurs de ce secteur ainsi que ses soubassements et potentiels idéologiques et économiques.

Les différents chapitres offrent plusieurs dimensions d'analyse. La première, certainement la plus fournie, est sociologique. Les organismes et acteurs de l'ESS y sont étudiés dans leur environnement, dans leur diversité et dans le temps. Luiz Inácio Gaiger et Patricia Sorgatto Kuyven

proposent ainsi une perspective descriptive de l'ESS au Brésil, à travers une cartographie du secteur et une analyse historique et sociologique de ses acteurs. Pour sa part, Jean Rénol Élie met en avant la pluralité et la complexité du tissu de l'ESS en Haïti, particulièrement dense dans le milieu agricole. Dans le cas du Sénégal (« Koom buy lëkkale ») et du Maroc (Touhami Abdelkhalek), c'est à nouveau la diversité des situations qui est soulignée.

Une deuxième dimension renvoie à la théorie économique. À travers le cas colombien, Natalia Quiroga Díaz envisage l'économie sociale avant tout comme un secteur délaissé par l'analyse économique et prône une meilleure prise en compte de l'économie non marchande, entendue comme un instrument de protection sociale, environnementale et culturelle face à la tendance homogénéisante et androcentrée de la rationalité capitaliste.

Un troisième axe de l'ouvrage s'appuie sur l'analyse de l'ESS comme acteur des politiques publiques. Ananya Mukherjee-Reed propose une analyse fouillée d'une initiative d'envergure de l'État indien du Kerala, qui porte une ambitieuse politique de lutte contre la pauvreté. En Bolivie, Fernanda Wanderley rappelle quant à elle que, malgré l'ancrage dans l'ESS du mouvement social qui a permis à Evo Morales d'accéder au pouvoir en 2005, ce sont les entreprises publiques qui ont davantage profité des programmes d'investissement, en particulier l'industrie extractive, ce qui entre en contradiction avec la